



PREFECTURE CALVADOS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 24 - AVRIL 2013

SOMMAIRE

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE- NORMANDIE

Délégation Territoriale du Calvados

| | |
|---|---|
| Décision - DECISION DU 26 MARS 2013 PORTANT REFUS DE TRANSFERT D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE COMMUNE DE LISIEUX | 1 |
|---|---|

DÉLÉGATIONS ET SUBDÉLÉGATIONS DE SIGNATURE

| | |
|--|---|
| Décision - DECISION DRFIP DE BASSE NORMANDIE DU 18 MARS 2013 PORTANT DELEGATION A M. MATHIEU BIONDOLLILO RESPONSABLE DU CDIF DE PONT L EVEQUE. | 5 |
|--|---|

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Service Urbanisme, Déplacements, Risques

| | |
|---|---|
| Arrêté N °2013086-0003 - ARRETE PREFECTORAL DU 27 MARS 2013 OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A L'ETABLISSEMENT DU PLAN DE SERVITUDES AERONAUTIQUES | 8 |
| DE DEGAGEMENT DE L'AERODROME DE CAEN - CARPIQUET | |

DIRECTION INTERREGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DU GRAND OUEST

| | |
|---|----|
| Arrêté N °2013088-0001 - ARRETE DU 29 MARS 2013 PORTANT TARIFICATION 2013 DU SERVICE DE REPARATIONS PENALES DE L'ASSOCIATION ACSEA 14 | 16 |
|---|----|

PREFECTURE DU CALVADOS

CABINET

| | |
|---|----|
| Arrêté N °2013084-0009 - ARRETE PORTANT MODIFICATION DU PLAN ORSEC IODE DU 25 MARS 2013 | 19 |
|---|----|

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

| | |
|--|----|
| Autre - EXTRAIT ARRETE PREFECTORAL MISE A JOUR DE CLASSEMENT SOCIETE ARD MAISONCELLES PELVEY | 22 |
|--|----|

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA REGLEMENTATION

| | |
|--|----|
| Arrêté N °2013074-0002 - ARRETE PREFECTORAL DU 15 MARS 2013 FIXANT LA LISTE DES PERSONNES RETENUES EN VUE DE CONSTITUER LE JURY CHARGE DE LA DELIVRANCE DES | 24 |
| DIPLOMES DANS LE SECTEUR FUNERAIRE | |
| Arrêté N °2013079-0007 - ARRETE PREFECTORAL DU 20 MARS 2013 PORTANT REPARTITION DES JURES D'ASSISES POUR L'ANNEE 2014 | 27 |



PREFECTURE CALVADOS

Décision

**signé par Pierre- Jean LANCRY, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-
Normandie
le 26 Mars 2013**

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE- NORMANDIE
Délégation Territoriale du Calvados
Département Santé Publique et Environnementale**

**DECISION DU 26 MARS 2013 PORTANT
REFUS DE TRANSFERT D'UNE OFFICINE
DE PHARMACIE COMMUNE DE LISIEUX**

**DECISION DU 26 MARS 2013
PORTANT REFUS DE TRANSFERT D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE
COMMUNE DE LISIEUX**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE-NORMANDIE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32, ainsi que les articles R.5125-1 à R.5125-12 relatifs aux modalités de création, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie ;

VU le titre IV chapitre 1er de la loi n° 2009-879 du 21 Juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires dite loi « HPST » qui crée les Agences Régionales de Santé ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 Décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013;

VU l'arrêt de principe rendu par le Conseil d'Etat le 10 février 2010 (aff. 324109) qui reprend que « *le caractère optimal de la réponse apportée par le projet de transfert ne saurait résulter du seul fait que ce projet apporte une amélioration relative à la desserte par rapport à la situation d'origine ...* » ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 Mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des Directeurs Généraux des Agences Régionales de Santé soit M. Pierre-Jean LANCERY pour l'Agence Régionale de Santé de Basse Normandie ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000 fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mars 1943 portant création d'une officine de pharmacie à LISIEUX (14100) 1 place Thiers (licence n°11) et autorisation d'exploitation par Monsieur Robert BISSON, pharmacien ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1980 portant déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie située à LISIEUX (14100) 1 place Thiers, par Madame Elisabeth CHEVALLIER, pharmacien ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1996 portant déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie située à LISIEUX (14100) 1 place François Mitterrand, par Madame Marie-Christine GRILLEAU épouse BOURIN, pharmacien ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 2005 portant déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie « Pharmacie Philippe » située à LISIEUX (14100) 1 place François Mitterrand, par Monsieur Guillaume PHILIPPE, pharmacien ;

VU l'état du dossier enregistré complet le 6 juillet 2011 ;

VU l'arrêté du 3 novembre 2011 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-

Normandie portant refus de transfert de l'officine de pharmacie « PHARMACIE PHILIPPE » du 1 place François Mitterrand 14100 Lisieux vers la galerie marchande du centre commercial Intermarché – Boulevard Georges Pompidou à Lisieux ;

VU le jugement du 1^{er} février 2013 du Tribunal Administratif de Caen dont il est enjoint à l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie d'examiner à nouveau la demande de licence de transfert de la SELARL PHARMACIE PHILIPPE dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement ;

VU les courriers du 18 février 2013 envoyés pour une deuxième demande d'avis aux syndicats représentatifs de la profession, au conseil compétent de l'ordre des pharmaciens et au représentant de l'Etat dans le département conformément à l'article L 5125-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'avis défavorable du 22 février 2013 du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Basse-Normandie reçu le 25 février 2013 ;

VU l'avis défavorable du 5 mars 2013 du Syndicat des Pharmaciens du Calvados reçu le 7 mars 2013 ;

VU l'avis favorable du 8 mars 2013 de l'Union des Syndicats des Pharmaciens de France ;

VU l'avis défavorable du 25 mars 2013 de Monsieur le Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados ;

VU l'avis du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie du 7 mars 2013 reçu à la délégation territoriale du Calvados de l'agence régionale de santé le 7 mars 2013, relatif aux conditions minimales d'installation d'une officine, prévues aux articles R 5 125-9 et R 5125-10 du code de la santé publique ;

VU la circulaire DHOS/SDO/05 n°2004-440 du 13 septembre 2004 relative aux officines de pharmacie précisant que « *Il convient, en l'état de la jurisprudence, de ne pas accorder d'autorisation lorsque la population résidant à proximité de l'emplacement prévu pour la nouvelle officine est inexistante ou que celle-ci est très faible (quelques centaines de personnes)* » ;

CONSIDERANT QUE le transfert de la SELARL PHILIPPE implantée en centre ville de Lisieux au 1 place François Mitterrand est demandé en vue d'une installation dans la galerie marchande Intermarché situé à l'extrême sud ouest de la commune de Lisieux, avenue Georges Pompidou ;

CONSIDERANT QUE Monsieur PHILIPPE exploite la pharmacie citée en objet depuis plus de cinq ans, que le transfert est donc effectivement possible en application de l'alinéa 3 de l'article L 5125-7 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT QUE le transfert est effectué dans un lieu qui garantit un accès permanent du public à la pharmacie et permet à celle-ci d'assurer un service de garde ou d'urgence conformément à l'alinéa 2 de l'article L 5125 -3;

CONSIDERANT QUE la population municipale de la commune de LISIEUX où le transfert est projeté est de 22 547 habitants au dernier recensement INSEE de 2010 selon le décret 2012-1479 publié au journal officiel en date du 27 décembre 2012 ;

CONSIDERANT QUE la commune de LISIEUX dispose de 11 officines de pharmacie : 5 de ces officines, dont celle faisant l'objet de la demande, sont situées en centre ville ouest, dans le même quartier IRIS (n° 0102) (source INSEE), 2 officines situées en centre ville est (IRIS n° 0101), 1 officine située dans le quartier IRIS n° 0302, 1 officine située dans le quartier IRIS n° 0304, 1 officine située dans le quartier IRIS n°0601, 1 officine située dans le quartier IRIS n° 0701 et que le lieu d'accueil éventuel de l'officine est le quartier IRIS n°0201 délimité par les rues des pavements et des terres noires, l'avenue Jean XXIII, par les limites cadastrales de la ville au sud et par la Touques à l'Ouest ;

CONSIDERANT QUE le transfert ne compromet pas l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine du fait de la présence de quatre autres officines dans le quartier IRIS n°0102 en application de l'alinéa 1 de l'article L 5125-3 ;

MAIS CONSIDERANT QUE la répartition de la population au sein du quartier d'accueil n'est pas homogène ; que l'essentiel des habitations et de la population du quartier d'accueil se situe dans la partie nord de l'IRIS 0201 ; que cette population est desservie par la pharmacie de la Gare située à quelque dizaines de mètres de la limite Nord de l'IRIS 0201 sans le moindre obstacle géographique ;

CONSIDERANT QUE la partie du quartier d'accueil située au sud de l'avenue Pompidou ne représente qu'un axe de circulation où se trouvent des gymnases, des écoles, mais aucun quartier d'habitation ;

CONSIDERANT QUE la partie du quartier d'accueil située au sud de la rue Fournet est une zone où il n'existe pas de commerce de proximité et dans laquelle ne subsistent que des entreprises artisanales ou de secteur tertiaire ainsi qu'un faible nombre de maisons individuelles ;

CONSIDERANT QU'une grande partie du quartier d'accueil est située à proximité de plusieurs zones naturelles étendues, qu'il laisse une très faible probabilité à l'augmentation prochaine des besoins en médicaments sur ce secteur ;

CONSIDERANT QU'une population du quartier d'accueil de quelques centaines d'habitants n'est pas de nature à faire regarder le transfert comme répondant au sens des dispositions de l'article L 5125-3 du code de la santé publique, à savoir permettre de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil de l'officine ;

CONSIDERANT QU'il ressort donc de l'ensemble de ces éléments que les conditions d'accueil et d'exercice de la profession ne répondent pas à toutes les exigences réglementaires, et que la couverture des besoins en médicaments de la population du quartier d'accueil de la pharmacie est réputée être déjà acquise ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La demande de transfert présentée par la SELARL PHARMACIE PHILIPPE, représentée par Monsieur Guillaume PHILIPPE, pharmacien, en vue d'obtenir l'autorisation de transférer l'officine de pharmacie qu'il exploite du 1 place François Mitterrand 14100 LISIEUX vers la galerie marchande du centre commercial Intermarché – boulevard Georges Pompidou 14100 LISIEUX est refusée.

ARTICLE 2 : La présente décision pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif.

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévues à l'article 1635 Q du Code Général des Impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n° 2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général Adjoint de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui fera l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région et du Calvados.

Fait à CAEN, le **26 MAR. 2013**

Le Directeur Général de l'ARS
De Basse-Normandie

Pierre-Jean LANCRY





PREFECTURE CALVADOS

Décision

**signé par Alain CUIEC, administrateur général, directeur régional des finances publiques de
Basse Normandie et du Calvados par intérim.
le 18 Mars 2013**

DÉLÉGATIONS ET SUBDÉLÉGATIONS DE SIGNATURE

DECISION DRFIP DE BASSE
NORMANDIE DU 18 MARS 2013
PORTANT DELEGATION A M. MATHIEU
BIONDOLLO RESPONSABLE DU CDIF
DE PONT L EVEQUE.



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE
DES FINANCES PUBLIQUES
DE BASSE-NORMANDIE
ET DU DÉPARTEMENT DU CALVADOS

**Décision du 18 mars 2013 portant délégation de signature
à Monsieur Matthieu BIONDOLLILO, inspecteur des finances publiques,
responsable du Centre des impôts foncier de Pont l'Evêque**

**L'administrateur général des finances publiques, directeur régional des finances publiques de
la région Basse-Normandie et du département du Calvados par intérim,**

- Vu** le code général des impôts, et notamment l'article 410 de son annexe II,
- Vu** le livre des procédures fiscales, et notamment l'article R*. 247-4,
- Vu** la décision du Directeur général des impôts du 24 octobre 2003,
- Vu** l'instruction du 13 novembre 2003,
- Vu** le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,
- Vu** le décret 2008-310 relatif à la direction générale des finances publiques,
- Vu** le décret 2009-208 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques,
- Vu** le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
- Vu** l'arrêté du 11 décembre 2009 créant la Direction régionale des Finances publiques de la région Basse-Normandie et du département du Calvados,
- Vu** le décret du 17 décembre 2009 nommant M. BERGÈS aux fonctions de Directeur régional de la région Basse-Normandie et du département du Calvados,
- Vu** la décision du Directeur général du 18 janvier 2010 précisant que la prise de fonctions de M. BERGÈS est fixée au 25 janvier 2010,
- Vu**, le décret 2012 -1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 novembre 2012 portant admission à la retraite et maintien en fonctions de M. BERGÈS, administrateur général des finances publiques, directeur régional des finances publiques de Basse-Normandie et du département du Calvados,
- Vu** la décision du Directeur général des finances publiques du 4 décembre 2012 confiant la gérance intérimaire de la Direction régionale des Finances publiques de la région Basse-Normandie et du département du Calvados à M. Alain CUIEC, administrateur général des Finances publiques, à compter du 1er janvier 2013.

DECIDE :

Article 1^{er}. – Délégation de signature est donnée à Monsieur Matthieu BIONDOLLILO, inspecteur des finances publiques, responsable du centre des impôts foncier de Pont l'Evêque à l'effet de prendre, au nom du directeur régional des finances publiques de la région Basse-Normandie et du département du Calvados :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits, des décisions gracieuses de rejet, remise ou modération dans la limite de 50 000 euros ;

2° de statuer sur les demandes de taxe foncière sur les propriétés non-bâties en cas de pertes de récoltes, sans limitation de montant ;

3° de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses prises sur les impôts recouvrés par les comptables du trésor, quel que soit le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2. En cas d'absence du responsable du centre des impôts fonciers, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1^{er} à Madame Christelle CHARBONNIER, contrôleur principal des finances publiques et à Madame Sophie BIRON, contrôleur des finances publiques.

Article 3. – La présente décision qui annule et remplace la délégation précédemment publiée au recueil des actes administratifs le 17 janvier 2013 sous le numéro 4 sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados et affichée dans les locaux du service.

Fait à Caen, le 18 mars 2013
L'administrateur général,
Directeur régional des finances publiques
de la région Basse-Normandie et du
département du Calvados par intérim,



Alain CUIEC



PREFECTURE CALVADOS

Arrêté n °2013086-0003

**signé par Olivier JACOB, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados
le 27 Mars 2013**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS
Service Urbanisme, Déplacements, Risques**

ARRETE PREFECTORAL DU 27 MARS
2013 OUVERTURE D'UNE ENQUETE
PUBLIQUE PREALABLE A
L'ETABLISSEMENT DU PLAN DE
SERVITUDES AERONAUTIQUES DE
DEGAGEMENT DE L'AERODROME DE
CAEN - CARPIQUET



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CALVADOS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER

ARRETE PREFECTORAL OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A L'ETABLISSEMENT DU PLAN DE SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT DE L'AERODROME DE CAEN - CARPIQUET

LE PRÉFET DE LA RÉGION BASSE-NORMANDIE
PRÉFET DU CALVADOS
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code des transports, notamment l'article L.6351-2,

VU le code de l'aviation civile, notamment les articles D.242-2 et suivants,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R.11-4 à R.11-14,

VU la demande présentée le 2 août 2011 par le directeur du transport aérien relative au projet de plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de CAEN - CARPIQUET, reçue le 4 août 2011 à la préfecture,

VU la conférence interservices engagée le 16 février 2012 et le procès-verbal de clôture en date du 04 juin 2012,

VU la décision du président du tribunal administratif de CAEN du 7 décembre 2012, portant sur l'établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour l'année 2013,

VU les dossiers et plans destinés à être soumis à l'enquête publique préalable,

VU les documents d'urbanisme en vigueur dans les communes impactées par le projet d'établissement de plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de CAEN – CARPIQUET,

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture du Calvados,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Il est procédé à une enquête publique dans les formes prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les communes suivantes :

AUDRIEU (14026)

MALTOT (14396)

AUTHIE (14030)

MARTRAGNY (14406)

| | |
|------------------------------------|--|
| BARON-SUR-ODON (14042) | LE MESNIL PATRY (14423) |
| BELLENGREVILLE (14057) | MONDRAINVILLE (14438) |
| BOURGUEBUS (14092) | MOUEN (14454) |
| BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE (14098) | NONANT (14465) |
| BRETTEVILLE-SUR-ODON (14101) | PUTOT-EN-BESSIN HUPPAIN (14515) |
| BROUAY (14109) | ROCQUANCOURT (14538) |
| CAEN (14118) | ROSEL (14542) |
| CAIRON (14123) | ROTS (14543) |
| CARCAGNY (14135) | RUCQUEVILLE (14548) |
| CARPIQUET (14137) | SAINT-AIGNAN-DE-CRAMESNIL (14554) |
| CHEUX (14157) | SAINT-ANDRE-SUR-ORNE (14556) |
| COULOMBS (14186) | SAINT-CONTEST (14566) |
| CRISTOT (14205) | SAINTE-CROIX-GRAND-TONNES (14568) |
| DUCY SAINTE MARGUERITE (14232) | SAINT-GABRIEL-BRECY (14577) |
| ESQUAY-NOTRE-DAME (14249) | SAINT-GERMAIN-LA-BLANCHE-HERBE (14587) |
| ESQUAY-SUR-SEULLES (14250) | SAINT-MANVIEU-NORREY (14610) |
| ETERVILLE (14254) | SAINT-MARTIN-DE-FONTENAY (14623) |
| FEUGUEROLLES-BULLY (14266) | SAINT-MARTIN-DES-ENTREES (14630) |
| FLEURY-SUR-ORNE (14271) | SECQUEVILLE-EN-BESSIN (14670) |
| FONTAINE-ETOUPEFOUR (14274) | SOLIERS (14675) |
| FONTENAY-LE-MARMION (14277) | TILLY-LA-CAMPAGNE (14691) |
| FONTENAY-LE-PESNEL (14278) | TOURVILLE-SUR-ODON (14707) |
| GARCELLES-SECQUEVILLE (14294) | VAUX-SUR-SEULLES (14733) |
| GRAINVILLE-SUR-ODON (14311) | VERSON (14738) |
| HUBERT-FOLIE (14339) | VIENNE-EN-BESSIN (14744) |
| IFS (14341) | VIEUX (14747) |
| LASSON (14356) | |
| LOUCELLES (14380) | |
| LOUVIGNY (14383) | |

en vue de l'établissement d'un plan de servitudes aéronautiques de dégagement pour l'aérodrome de CAEN-CARPIQUET.

ARTICLE 2 : L'enquête publique préalable se déroule du 15 avril au 16 mai 2013 à 17h. La commune de CARPIQUET est le siège principal de cette enquête à l'adresse suivante : 1 Avenue Charles De Gaulle 14650 CARPIQUET.

Le dossier et les pièces annexes sont consultables sur le site internet départemental de l'Etat durant la période de déroulement de l'enquête préalable à l'adresse suivante : <http://www.calvados.gouv.fr/>

Un dossier d'enquête est déposé dans chacune des mairies et ouvert au public à compter du 15 avril 2013 et pendant toute la durée de l'enquête, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant cette période aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public précisés à titre d'information ci-après et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet. Les observations peuvent être adressées par écrit à la commission d'enquête dans les mairies. Elle les analyse et les annexe aux registres d'enquête.

| Commune | Adresse | Horaires d'ouverture |
|------------------------------------|----------------------------------|--|
| AUDRIEU (14026) | 5 rue du Moutier 14250 | Lundi : de 16h30 à 18h30, Vendredi : de 16h30 à 18h30 |
| AUTHIE (14030) | Place des Canadiens 14280 | Du Lundi au Vendredi : de 9h30 à 12h00 ; Lundi : de 16h00 à 18h00, Mardi : de 16h00 à 18h00, Vendredi : de 16h00 à 18h00 |
| BARON-SUR-ODON (14042) | 11 route Fontaine 14210 | Lundi : de 16h30 à 18h30, Mercredi : de 14h00 à 16h00, Vendredi : de 16h30 à 18h30 |
| BELLENGREVILLE (14057) | Rue Léonard Gille 14390 | Lundi et mardi : 8 H 45 - 12 H 00 Le mercredi 14 H 00 - 18 H 30 Le vendredi 13 H 30 - 17 H 30 |
| BOURGUEBUS (14092) | 41 rue Val Es Dunes 14540 | Lundi : de 9h00 à 12h00 et de 16h00 à 18h00, Mercredi : de 9h00 à 12h00; Jeudi : de 9h00 à 12h00 et de 16h00 à 18h00, Vendredi : de 9h00 à 12h00 |
| BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE (14098) | Rue de Bayeux 14740 | Du Mardi au Vendredi de 15h30 a 18h00, Samedi de 9h30 a 11h30 |
| BRETTEVILLE-SUR-ODON (14101) | Avenue Woodbury 14250 | Du Lundi au Vendredi : de 13h30 à 17h30 et de 08h30 à 12h00, Samedi : de 10h00 à 12h00 |
| BROUAY (14109) | 2 rue Audrieu 14250 | Mardi : de 16h00 a 18h00, Jeudi : de 16h30 a 18h30 |
| CAEN (14118) | Esplanade Jean-Marc Louvel 14000 | Du Lundi au Jeudi : de 8h00 à 17h00 Vendredi : de 8h00 à 16h00 |
| CAIRON (14123) | 7 rue de la Mairie 14610 | Lundi : de 8h00 à 12h00, Mardi : de 16h00 à 19h00, Mercredi : de 10h00 à 12h00, Jeudi : de 8h00 à 12h00, Vendredi : 16h00 à 18h30 |
| CARCAGNY (14135) | Le Bourg 14740 | Jeudi : de 16h00 à 18h00 |
| CARPIQUET (14137) | 1 Avenue Charles De Gaulle 14650 | Lundi : 10h00 à 17h00, Mardi et Vendredi : 9h00 à 12h30 et 14h00 à 17h00, Mercredi : de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00, Jeudi : de 9h00 à 12h30 |
| CHEUX (14157) | 4 rue Dentelière 14210 | Mardi : de 16h à 19h, Mercredi : de 10h à 12h, Vendredi : de 16h à 19h |

| | | |
|--------------------------------|-------------------------------------|---|
| COULOMBS (14186) | Rue Verts Prés 14480 | Jeudi : de 17h00 a 19h00 |
| CRISTOT (14205) | Le Bourg 14250 | Lundi : de 15h00 à 18h00, Jeudi : de 13h00 à 16h00 |
| DUCY-SAINTE-MARGUERITE (14232) | rue Saint Léger 14250 | Jeudi : 14h00 à 16h00 (premier jeudi du mois : de 18h00 à 20h00) |
| ESQUAY-NOTRE-DAME (14249) | 2 Passage Souvenir 14210 | Lundi : de 09h00 à 12h00 et de 16h00 à 19h00, Mercredi : de 09h00 à 12h00, Jeudi : de 09h00 à 12h00, Vendredi : de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 |
| ESQUAY-SUR-SEULLES (14250) | Chemin de l'Eglise 14400 | Mardi : de 17h00 à 19h00, Vendredi : de 10h00 à 12h00 |
| ETERVILLE (14254) | Rue Bout de Bas 14930 | Lundi et Mardi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, Jeudi et Vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, Samedi : de 9h00 à 12h00 |
| FEUGUEROLLES-BULLY (14266) | Route de Caen 14320 | Lundi, Jeudi et Samedi : de 09h30 à 11h30, Mardi et Vendredi : de 15h00 à 19h00 |
| FLEURY-SUR-ORNE (14271) | rue Serge Rouzière 14123 | Du Lundi au Jeudi : de 8h45 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 Vendredi : de 8h45 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 Samedi : de 9h00 à 12h00 |
| FONTAINE-ETOUPEFOUR (14274) | Route Crête Saint Jean 14790 | Lundi, Mercredi, Jeudi et Vendredi : de 9h00 à 12h00, Mardi de 14h00 à 19h00 |
| FONTENAY-LE-MARMION (14277) | rue de la République 14320 | Lundi et Mardi : de 9h00 à 12h00 et de 16h00 a 18h00, Mercredi : de 9h00 a 12h00, Jeudi et Vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 16h00 a 18h00 |
| FONTENAY-LE-PESNEL (14278) | Rue des Écoles 14250 | Lundi : de 14h00 à 19h00, Jeudi : de 9h30 à 12h00, Vendredi : de 14h00 à 19h00 |
| GARCELLES-SECQUEVILLE (14294) | 10 rue de l'Avenir 14540 | Lundi : de 11h00 à 14h00; Du Mardi au Vendredi : de 11h00 à 14h00; |
| GRAINVILLE-SUR-ODON (14311) | Bourg 14210 | Lundi : de 10h à 12h et de 16h30 à 18h30, Mardi : de 10h à 12h et de 16h à 18h30, Jeudi : de 16h à 18h30, Vendredi : de 10h à 12h00 et de 16h à 18h |
| HUBERT-FOLIE (14339) | Route d'Argences 14540 | Lundi : de 17h00 à 20h00, Mardi : de 10h00 à 12h00, Mercredi : de 17h00 à 20h00, Vendredi : de 15h00 à 18h00 |
| IFS (14341) | Esplanade François Mitterrand 14123 | Lundi et Mardi : de 8h45 à 12h15 et de 13h30 à 17h30, Samedi : de 8h45 à 12h00 |

| | | |
|-------------------|----------------------------|--|
| LASSON (14356) | 1 Place de la Mairie 14740 | Lundi : de 17h30 à 19h30, Vendredi : 17h30 à 19h30 |
| LOUCELLES (14380) | 4 rue de BAYEUX 14250 | Mercredi : 17h00 à 19h00 |
| LOUVIGNY (14383) | 17 Grande Rue 14123 | Du Lundi au Vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 |

| | | |
|-----------------------------------|--------------------------------|--|
| MALTOT (14396) | Place Charles Vauvrecy 14930 | Mardi : de 16h à 19h, Mercredi : de 9h à 11h, Jeudi : de 10h à 12h, Vendredi : de 14h à 16h30 |
| MARTRAGNY (14406) | 13 rue de Creully 14740 | Lundi : de 17h30 à 19h00, Jeudi : de 18h00 à 19h00 |
| LE MESNIL PATRY (14423) | Rue 11 Juin 1944 14740 | Mardi : de 13h00 à 16h00, Vendredi : de 15h00 à 18h00 |
| MONDRAINVILLE (14438) | Route Bretagne 14210 | Mardi : de 10h à 12h, Vendredi : de 14h30 à 18h30 |
| MOUEN (14454) | 644 route de Bretagne 14790 | Du Mardi au Jeudi : de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 |
| NONANT (14465) | Lieu dit Londain 14400 | Mardi : de 17h00 à 19h00, Vendredi : de 17h00 à 18h00 |
| PUTOT-EN-BESSIN (14515) | HUPPAIN rue du 7 Juin 14740 | Lundi, Mardi, Jeudi et Vendredi : de 8h30 à 10h00, Mercredi : de 17h30 à 19h30 |
| ROCQUANCOURT (14538) | 1 rue Pasteur 14540 | Mardi : de 17h00 à 19h00, Mercredi : de 10h00 à 12h00, Jeudi : de 17h00 à 19h00, Vendredi : de 10h00 à 12h00 |
| ROSEL (14542) | 7 rue Boulay 14740 | Jeudi : de 16h30 à 19h30, Samedi de 9h00 à 12h30 |
| ROTS (14543) | Place de la Mairie 14980 | Lundi : de 15h00 à 18h00, Mercredi : de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, Jeudi : de 13h00 à 17h00, Vendredi : de 15h00 à 17h00, Samedi : de 9h00 à 12h00 |
| RUCQUEVILLE (14548) | 4 rue Creully 14480 | Mardi : de 17h00 à 19h00 |
| SAINT-AIGNAN-DE-CRAMESNIL (14554) | 12 rue 7 Août 1944 14540 | Lundi : de 10h00 à 12h00, Jeudi : de 17h00 à 19h00, Samedi : de 10h00 à 11h00 |
| SAINT-ANDRE-SUR-ORNE (14556) | 1 Place Mitterrand 14320 | Lundi et Mardi : de 9h00 à 12h00, Mercredi : de 15h00 à 19h00; Vendredi de 15h00 à 19h00 |
| SAINT-CONTEST (14566) | Place de la Mairie 14280 | Du Lundi au Mercredi : de 10h00 à 12h00 et de 16h00 à 18h00, Jeudi : de 16h00 à 18h00, Vendredi : de 10h00 à 12h00 et de 16h00 à 18h00 |
| SAINTE-CROIX-GRAND-TONNES (14568) | le Bourg 14740 | Lundi : de 10h00 à 12h00, Mercredi de 17h00 à 19h00 |
| SAINT-GABRIEL-BRECY (14577) | Route de Villiers 14480 | Mardi et Vendredi : de 17h30 à 18h30 |

| | | |
|--|-------------------------------|--|
| SAINT-GERMAIN-LA-BLANCHE-HERBE (14587) | rue Roland Vico 14280 | Lundi : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, Mardi : de 8h30 à 12h30, Mercredi : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, Jeudi : de 13h30 à 17h00, Vendredi : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 13h30 |
| SAINT-MANVIEU-NORREY (14610) | Place Charles De Gaulle 14740 | Lundi : de 15h00 a 18h00, Jeudi : de 15h00 a 19h00, Vendredi : de 15h00 a 18h00 |
| SAINT-MARTIN-DE-FONTENAY (14623) | 2 rue Fossu 14320 | Lundi : de 11h00 a 12h00 et de 13h00 a 17h00, Mardi : de 11h00 a 12h00 et de 15h00 a 19h00, Mercredi : de 11h00 a 12h00 et de 13h00 a 17h00, Jeudi : de 11h00 a 12h00 et de 15h00 a 19h00, Vendredi : de 11h00 a 12h00 et de 13h00 a 13h00 |
| SAINT-MARTIN-DES-ENTREES (14630) | Route de Caen 14400 | Mardi : de 17h30 à 19h00, Du Jeudi au Vendredi : de 9h30 à 11h30 |
| SECQUEVILLE-EN-BESSIN (14670) | Le Bourg 14740 | Mardi : de 9h00 a 11h30, Samedi de 9h00 a 11h30 |
| SOLIERS (14675) | 8 rue des Écoles 14540 | Du Lundi au Vendredi : de 8h30 à 12h30 et de 13h45 à 17h15 |
| TILLY-LA-CAMPAGNE (14691) | 1 rue des Libérateurs 14540 | Lundi : de 14h30 à 18h30, Jeudi : de 9h00 à 12h00 |
| TOURVILLE-SUR-ODON (14707) | 4 rue du château 14210 | Lundi : de 15h00 a 19h00, Mercredi et Jeudi : de 10h00 à 12h00, Vendredi : de 15h00 a 19h00 |
| VAUX-SUR-SEULLES (14733) | Le Bourg 14400 | Mardi : de 10h00 a 11h00, Vendredi : de 17h00 a 19h00 |
| VERSON (14738) | 24 rue de l'Eglise 14790 | Lundi et Mardi : de 8h30 a 12h00 et de 13h30 a 17h00, Mercredi : de 13h30 a 17h00, Jeudi : de 8h30 a 12h00 et de 13h30 a 17h00, Vendredi : de 8h30 a 12h00 et de 13h30 a 18h00 |
| VIENNE-EN-BESSIN (14744) | 4 rue de la Mairie 14400 | Vendredi : de 16h00 a 18h00 |
| VIEUX (14747) | Rue Louise Houlbey 14930 | Lundi : de 10h00 à 12h00 |

ARTICLE 3 : Un avis annonçant l'ouverture de l'enquête est inséré dans deux journaux diffusés dans le département (Ouest-France et Liberté Le Bonhomme Libre), une première fois huit jours au moins avant le début de l'enquête et une deuxième fois dans les huit premiers jours de celle-ci.

Cet avis est publié par voie d'affiches huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et jusqu'à sa clôture et éventuellement, par tout autre procédé, dans chacune des communes concernées.

L'accomplissement de cette dernière formalité est justifié par un certificat établi par chacun des maires des communes visées à l'article 1^{er} qui l'annexe au dossier d'enquête.

ARTICLE 4 : A l'expiration du délai d'enquête chaque maire clôture et signe le registre qu'il transmet avec le dossier dans les vingt-quatre heures à la commission d'enquête, au siège principal de l'enquête : mairie de CARPIQUET - 1 Avenue Charles De Gaulle 14650.

ARTICLE 5 : La commission d'enquête après avoir examiné les observations consignées ou annexées aux registres et entendu toute personne qu'elle juge utile de consulter, communique les dossiers avec ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non au projet, au Secrétaire général de la préfecture du Calvados, Sous-préfet de l'arrondissement de CAEN, lequel les transmet au directeur départemental des territoires et de la mer. Une version électronique du rapport, avis et conclusions de la commission d'enquête au format (.pdf) est demandée.

Ces opérations, dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 6 : La commission d'enquête désignée pour conduire cette enquête est composée de :
Monsieur Bruno BOUSSION, expert agricole et foncier, président de la commission,
Monsieur Michel BOUTRUCHE, ingénieur spécialisé à la retraite,
Madame Catherine DE LA GARANDERIE, attaché territorial à la retraite

Les commissaires enquêteurs composant la commission d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule pour effectuer les déplacements occasionnés par la mission d'enquête publique dont ils ont la charge.

ARTICLE 7 : La commission d'enquête ou un de ses membres se tient à la disposition du public pour y recevoir ses observations, aux sièges principal et/ou secondaire de l'enquête dans les mairies, les jours et heures suivants :

| Lieu - Commune | Dates | Horaires |
|--|--|-------------------------------------|
| CARPIQUET(14137) (ouverture et clôture de l'enquête) | Lundi 15 avril 2013 Jeudi 16 mai 2013 | De 9h00 à 12h00 De 14h00 à 17h00 |
| SAINT-MARTIN-DES-ENTREES(14630) | Mercredi 17 avril 2013 | De 9h30 à 12h30 |
| CRISTOT(14205) | Jeudi 25 avril 2013 | De 13h00 à 16h00 |
| BOURGUEBUS(14092) | Jeudi 25 avril 2013 | De 9h00 à 12h00 |
| ROTS(14543) | Jeudi 2 mai 2013 | De 13h00 à 17h00 |
| GRAINVILLE-SUR-ODON(14311) | Lundi 6 mai 2013 | De 16h00 à 18h30 |
| FEUGUEROLLES-BULLY (14266) | Mardi 7 mai 2013 | De 15h00 à 19h00 |
| BRETTEVILLE-SUR-ODON (14101) | Vendredi 3 mai 2013 | De 9h00 à 12h00 |
| MOUEN(14454) | Mardi 16 avril 2013 | De 15h00 à 18h00 |
| LOUCELLES (14380) | Mercredi 17 avril 2013 | De 17h00 à 19h00 |
| SAINT-AIGNAN-DE-CRAMESNIL(14554) | Jeudi 18 avril 2013 | De 17h00 à 19h00 |
| CAEN(14118) | Mardi 14 mai 2013 | De 9h00 à 12h00 |
| VERSON (14738) | Jeudi 16 mai 2013 | De 9h00 à 12h00 |

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur du Transport Aérien, le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados, les membres de la commission d'enquête et les maires des communes susmentionnées à l'article 1^{er} de cette décision, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Une copie de la présente décision est adressée à la direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest.

Fait à Caen, le 27 mars 2013
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Olivier JACOB



PREFECTURE CALVADOS

Arrêté n ° 2013088-0001

**signé par Olivier JACOB, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados
le 29 Mars 2013**

**DIRECTION INTERREGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
DU GRAND OUEST**

ARRETE DU 29 MARS 2013 PORTANT
TARIFICATION 2013 DU SERVICE DE
REPARATIONS PENALES DE
L'ASSOCIATION ACSEA 14



DIRECTION INTERREGIONALE
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE GRAND OUEST

PREFET du CALVADOS

LE PREFET de la Région Basse-Normandie

Préfet du Calvados

Officier dans l'Ordre National du Mérite

Chevalier de la Légion d'Honneur

**Arrêté portant tarification 2013 du service de réparations Pénales de l'association
ACSEA 14**

- Vu le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- Vu l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;
- Vu l'arrêté du Ministre de la justice en date du 1^{er} décembre 2005 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'Etat dans le département ;
- Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 07 mars 2013 habilitant le service de réparation pénale sis 38, rue Basse 14000 Caen géré par l'Association Calvadosienne pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ACSEA) au titre du décret n° 88-949 du 06 Octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;
- Vu le courrier transmis le 31 octobre 2012 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service de réparation pénale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2013 ;
- Vu la proposition de tarification de la Direction Interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse du Grand Ouest en date du 28 Février 2013 ;
- Vu les autres pièces du dossier ;

Sur rapport de Monsieur le Directeur interrégional par intérim de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Ouest ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service de réparation pénale, sis 38 Rue Basse 14000 CAEN géré par l'ACSEA, sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|-----------------|--|--------------------------|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 3 231,00 | 126 259,00 |
| | Groupe II : Dépenses afférentes au personnel | 113 711,00 | |
| | Groupe III : Dépenses afférentes à la structure | 9 317,00 | |
| Recettes | Groupe I : Produits de la tarification | 120 666,31 | 126 259,00 |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 0 | |
| | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables | 0 | |
| | Résultat excédentaire exercice 2011 | 5 592,69 | |

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2013, le prix de la mesure du service ACSEA Réparation Pénale est fixé à 928,20 euros.

Article 3 : Le tarif mentionné à l'article 2 est calculé en intégrant le résultat excédentaire du CA 2011 de 5 592,69 €.

Article 4 : Conformément à l'article R314-36 du code de l'action sociale et des familles, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au service concerné.

Article 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis Cour administrative d'appel de Nantes 2 place de l'Edit de Nantes BP 18529 44185 Nantes Cedex 4, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur interrégional par intérim de la protection judiciaire de la jeunesse du Grand Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 29 MAR. 2013
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Olivier JACOB



PREFECTURE CALVADOS

Arrêté n ° 2013084-0009

**signé par Michel LALANDE, Préfet de la Région Basse- Normandie, Préfet du Calvados
le 25 Mars 2013**

**PREFECTURE DU CALVADOS
CABINET
Service Interministériel Départemental de Défense et de Protection Civile**

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DU
PLAN ORSEC IODE DU 25 MARS 2013**

1. Arrêté portant modification du Plan ORSEC – Iode



PREFET DU CALVADOS

Le préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du Calvados,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre National du Mérite,

VU le code de la sécurité intérieure,

VU le code la santé publique et notamment ses articles R5124-45, R1333-80 et R1333-81,

VU la loi n° 2007-294 du 5 mars 2007 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur,

VU le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde,

VU le décret n°2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC,

VU le décret n°2005-1158 du 13 septembre 2005 modifié relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes,

VU le décret 2007-1273 du 27 août 2007 pris en application de la loi n°2007-294 du 5 mars 2007 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur,

VU l'arrêté du 20 novembre 2009 portant homologation de la décision n°2009-DC-0153 de l'Autorité de Sûreté Nucléaire du 18 août 2009 relative aux niveaux d'intervention en situation d'urgence radiologique,

VU la circulaire interministérielle n°DGS/DUS/DSC/2011/64 du 11 juillet 2011 relative au dispositif de stockage et de distribution des comprimés d'iodure de potassium hors des zones couvertes par un plan particulier d'intervention,

VU la circulaire interministérielle du 13 octobre 2011 relative au dispositif de stockage et de distribution des comprimés d'iodure de potassium hors des zones couvertes par un plan particulier d'intervention (PPI),

VU l'avis du 7 octobre 1998 du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, section de la radioprotection, sur la prévention des conséquences d'une contamination du public par les isotopes radioactifs de l'iode au moyen d'iode stable,

VU l'avis du 7 décembre 2004 du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, section de la radioprotection, relatif à la protection des populations par l'iode stable en cas d'accident nucléaire,

Après consultation des services et partenaires concernés,

SUR proposition de Mme la sous-préfète, directrice de cabinet,

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1 : le plan ORSEC – IODE relatif au dispositif de stockage et de distribution des comprimés d'iodure de potassium annexé au présent arrêté est approuvé et est applicable dans le département du Calvados à compter de sa publication.

ARTICLE 2 : le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète, directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, le directeur général de l'ARS, la directrice de la délégation territoriale de l'ARS, les chefs des services de l'Etat concernés, le président du conseil général et les maires, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Fait à CAEN, le 25 MAR. 2013

Le préfet,


Michel LALANDE



PREFECTURE CALVADOS

Autre

**signé par Olivier JACOB, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados
le 20 Mars 2013**

**PREFECTURE DU CALVADOS
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**EXTRAIT ARRETE PREFECTORAL MISE
A JOUR DE CLASSEMENT SOCIETE ARD
MAISONCELLES PELVEY**

Extrait de l'arrêté préfectoral de mise à jour de classement du 20 mars 2013 concernant
la société ARD Services sur la commune de Maisoncelles Pelvey

Par arrêté préfectoral du 20 mars 2013, le Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du
Calvados autorise la société ARD services à poursuivre son activité sur la commune de
Maisoncelles Pelvey.

Cette autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et du respect des
prescriptions figurant dans l'arrêté.

Une copie de cet arrêté est déposée aux archives de la mairie de
MAISONCELLES-PELVEY où toute personne pourra en prendre connaissance.



PREFECTURE CALVADOS

Arrêté n ° 2013074-0002

**signé par Olivier JACOB, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados
le 15 Mars 2013**

**PREFECTURE DU CALVADOS
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA REGLEMENTATION
Bureau des Libertés Publiques**

ARRETE PREFECTORAL DU 15 MARS
2013 FIXANT LA LISTE DES PERSONNES
RETENUES EN VUE DE CONSTITUER LE
JURY CHARGE DE LA DELIVRANCE DES
DIPLOMES DANS LE SECTEUR
FUNERAIRE

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DE LA RÉGLEMENTATION

PRÉFET DU CALVADOS

BUREAU DES LIBERTES PUBLIQUES

PRÉFECTURE

ARRÊTÉ
N° DLPR-B1-13-060

Fixant la liste départementale des personnes retenues en vue de constituer le jury chargé de la délivrance des diplômes dans le secteur funéraire

LE PRÉFET DE LA RÉGION BASSE-NORMANDIE
PRÉFET DU CALVADOS

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les article L.2223-25-1 et D. 2223-55-2 à D. 2223-55-17 ;

VU le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

VU l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

VU la circulaire INTB1225469 C du 20 juin 2012 relative à la mise en œuvre de diplôme pour certaines professions du secteur funéraire ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados ;

ARRÊTE

Article 1er – La liste est ainsi composée :

Représentants de l'Union amicale des maires du Calvados

- | | |
|-------------------------------|-----------------------------------|
| - Monsieur Roger TENCE, | maire de LES MOUTIERS EN CINGLAIS |
| - Madame Dominique de FACCIO, | maire-adjoint de LISIEUX |
| - Monsieur Christian PIELOT, | maire de SANNERVILLE |

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de CAEN-NORMANDIE

- | | |
|----------------------------------|--|
| - Monsieur Didier MAUDELONDE, | vice-président de la CCI de Caen Normandie |
| - Monsieur Jean-François GOUGET, | directeur du Centre de Formation ICEP-CFA |

Représentants de l'Université de CAEN – BASSE-NORMANDIE

- | | |
|----------------------------------|-----------------------|
| - Monsieur Jack CHEN, | professeur |
| - Monsieur Gilles RAOUL-CORMEIL, | maître de Conférences |
| - Madame Joëlle LEBREUILLY, | maître de Conférences |

Représentants du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale

- | | |
|---------------------------|------------------------------|
| - Madame Yolande ENAULT, | directeur territorial |
| - Madame Lydie BIZOUARNE, | attaché territorial |
| - Monsieur Alain LOCRET, | ingénieur principal retraité |

Représentants de l'union départementale des Unions Familiales

- Madame Françoise BRUNEL,
- Madame Martine LECHARPENTIER,
- Monsieur Antoine-Georges SAVOURE,

Représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

- Monsieur Anthony THOMINE, contrôleur de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Représentants de la Direction Départementale de la Protection des Populations

- Monsieur Christian BARREAU, inspecteur expert de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- Madame Emilie DUPONT, inspectrice de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Représentants de la Chambre des Métiers du Calvados

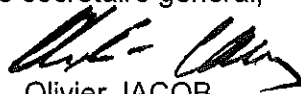
- Monsieur Denis DELAMARE,
- Monsieur Michel BAZINCOURT,
- Monsieur Franck COSSERON,

Article 2 - La présente liste sera renouvelée tous les trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 15 Mars 2013

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général,


Olivier JACOB



PREFECTURE CALVADOS

Arrêté n ° 2013079-0007

**signé par Olivier JACOB, Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados
le 20 Mars 2013**

**PREFECTURE DU CALVADOS
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA REGLEMENTATION
Bureau des Libertés Publiques**

ARRETE PREFECTORAL DU 20 MARS
2013 PORTANT REPARTITION DES
JURES D'ASSISES POUR L'ANNEE 2014



PRÉFET DU CALVADOS

PREFECTURE

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DE LA RÉGLEMENTATION
BUREAU DES LIBERTES PUBLIQUES

Affaire suivie par M. COUTTS
☎ 02.31.30.62.98
☎ 02.31.30.62.19
melody.coutts@calvados.gouv.fr

Arrêté préfectoral n° DLPR-B1-13-063
portant répartition des jurés d'assises pour l'année 2014

LE PRÉFET DE LA RÉGION BASSE-NORMANDIE PRÉFET DU CALVADOS

VU le code de procédure pénale, notamment les articles 254 et suivants ;

VU le décret n° 2011 – 1994 du 27 décembre 2011, authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados ;

ARRETE

Article 1er : Le nombre de jurés qui composeront la liste annuelle du jury criminel du département du Calvados, pour l'année 2014, est fixé à **538**, réparti comme suit, au prorata de la population, entre les différentes communes ou groupes de communes du Calvados :

| COMMUNES OU GROUPES DE COMMUNES (1) | Nbre de Jurés (2) | Nbre de noms à tirer au sort (Col. (2) X 3) (3) | Maire désigné pour effectuer le tirage au sort et dresser la liste préparatoire communale (4) |
|--|----------------------|--|---|
| CANTON DE BALLEROY | | | |
| MOLAY-LITTRY (LE) | 2 | 6 | LE MOLAY LITTRY |
| Autres communes du canton | 6 | 18 | BALLEROY |
| CANTON DE BAYEUX | | | |
| BAYEUX | 10 | 30 | BAYEUX |
| SAINT-VIGOR-LE-GRAND | 2 | 6 | SAINT-VIGOR-LE-GRAND |
| Autres communes du canton | 4 | 12 | BAYEUX |
| CANTON DE CAUMONT L'EVENTE | | | |
| CAUMONT L'EVENTE | 1 | 3 | CAUMONT L'EVENTE |
| Autres communes du canton | 4 | 12 | CAUMONT L'EVENTE |
| CANTON D'ISIGNY SUR MER | | | |
| GRANDCAMP-MAISY | 1 | 3 | GRANDCAMP MAISY |
| ISIGNY-SUR-MER | 2 | 6 | ISIGNY SUR MER |
| Autres communes du canton | 5 | 15 | ISIGNY SUR MER |
| CANTON DE RYES | | | |
| PORT-EN-BESSIN-HUPPAIN | 2 | 6 | PORT EN BESSIN HUPPAIN |
| VER-SUR-MER | 1 | 3 | VER SUR MER |
| Autres communes du canton | 7 | 21 | RYES |
| CANTON DE TREVIERES | | | |
| Toutes les communes du canton | 6 | 18 | TREVIERES |
| TOTAL ARRONDISSEMENT DE BAYEUX | 53 | 159 | |
| CANTON DE BOURGUEBUS | | | |
| BELLENGREVILLE | 1 | 3 | BELLENGREVILLE |
| BOURGUEBUS | 1 | 3 | BOURGUEBUS |
| FONTENAY-LE-MARMION | 1 | 3 | FONTENAY LE MARMION |
| FRENOUVILLE | 1 | 3 | FRENOUVILLE |
| MAY-SUR-ORNE | 1 | 3 | MAY SUR ORNE |
| MOULT | 1 | 3 | MOULT |
| SAINT-ANDRE-SUR-ORNE | 2 | 6 | SAINT ANDRE SUR ORNE |
| SAINT-MARTIN-DE-FONTENAY | 2 | 6 | SAINT MARTIN DE FONTENAY |
| SOLIERS | 2 | 6 | SOLIERS |
| Autres communes du canton | 6 | 18 | BOURGUEBUS |
| CANTON DE BRETTEVILLE SUR LAIZE | | | |
| BRETTEVILLE-SUR-LAIZE | 1 | 3 | BRETTEVILLE SUR LAIZE |
| SAINT SYLVAIN | 1 | 3 | SAINT SYLVAIN |
| Autres communes du canton | 10 | 30 | BRETTEVILLE SUR LAIZE |
| CANTON DE CABOURG | | | |
| BAVENT | 1 | 3 | BAVENT |
| CABOURG | 3 | 9 | CABOURG |
| COLOMBELLES | 4 | 12 | COLOMBELLES |
| MERVILLE-FRANCEVILLE | 2 | 6 | MERVILLE FRANCEVILLE |
| RANVILLE | 1 | 3 | RANVILLE |
| Autres communes du canton | 5 | 15 | CABOURG |
| CANTON DE CAEN 1 | | | |
| BRETTEVILLE-SUR-ODON | 3 | 9 | BRETTEVILLE SUR ODON |
| CANTON DE CAEN 2 | | | |
| AUTHIE | 1 | 3 | AUTHIE |
| CARPIQUET | 2 | 6 | CARPIQUET |
| SAINT-CONTEST | 2 | 6 | SAINT CONTEST |
| SAINT-GERMAIN-LA-BLANCHE-HERBE | 2 | 6 | SAINT GERMAIN LA BLANCHE HERBE |

| COMMUNES OU GROUPES DE COMMUNES (1) | Nbre de Jurés (2) | Nbre de noms à tirer au sort (Col. (2) X 3) (3) | Maire désigné pour effectuer le tirage au sort et dresser la liste préparatoire communale (4) |
|--|----------------------|--|---|
| CANTONS DE CAEN 1-2-3-4-6-7-8-9-10 | | | |
| CAEN | 86 | 258 | CAEN |
| CANTON DE CAEN 4 | | | |
| EPRON | 1 | 3 | EPRON |
| CANTONS DE CAEN 5 ET 6 | | | |
| HEROUVILLE-SAINT-CLAIR | 17 | 51 | HEROUVILLE SAINT CLAIR |
| CANTON DE CAEN 7 | | | |
| MONDEVILLE | 7 | 21 | MONDEVILLE |
| CANTON DE CAEN 8 | | | |
| FLEURY-SUR-ORNE | 3 | 9 | FLEURY SUR ORNE |
| LOUVIGNY | 2 | 6 | LOUVIGNY |
| CANTONS DE CAEN 10 | | | |
| CORMELLES-LE-ROYAL | 4 | 12 | CORMELLES LE ROYAL |
| IFS | 8 | 24 | IFS |
| CANTON DE CREULLY | | | |
| CAIRON | 1 | 3 | CAIRON |
| CAMBES-EN-PLAINE | 1 | 3 | CAMBES EN PLAINE |
| COURSEULLES-SUR-MER | 3 | 9 | COURSEULLES SUR MER |
| CREULLY | 2 | 6 | CREULLY |
| THAON | 1 | 3 | THAON |
| Autres communes du canton | 8 | 24 | CREULLY |
| CANTON DE DOUVRES LA DELIVRANDE | | | |
| BERNIERES-SUR-MER | 2 | 6 | BERNIERES SUR MER |
| DOUVRES-LA-DELIVRANDE | 4 | 12 | DOUVRES LA DELIVRANDE |
| HERMANVILLE-SUR-MER | 2 | 6 | HERMANVILLE SUR MER |
| LANGRUNE-SUR-MER | 1 | 3 | LANGRUNE SUR MER |
| LION-SUR-MER | 2 | 6 | LION SUR MER |
| LUC-SUR-MER | 2 | 6 | LUC SUR MER |
| MATHIEU | 2 | 6 | MATHIEU |
| SAINT-AUBIN-SUR-MER | 2 | 6 | SAINT AUBIN SUR MER |
| Autres communes du canton | 1 | 3 | DOUVRES LA DELIVRANDE |
| CANTON D'EVRECY | | | |
| ESQUAY NOTRE DAME | 1 | 3 | ESQUAY NOTRE DAME |
| ETERVILLE | 1 | 3 | ETERVILLE |
| EVRECY | 1 | 3 | EVRECY |
| FEUGUEROLLES BULLY | 1 | 3 | FEUGUEROLLES BULLY |
| FONTAINE-ETOUPEFOUR | 2 | 6 | FONTAINE ETOUPEFOUR |
| SAINTE-HONORINE-DU-FAY | 1 | 3 | SAINTE-HONORINE-DU-FAY |
| VERSON | 3 | 9 | VERSON |
| Autres communes du canton | 7 | 21 | EVRECY |
| CANTON DE FALAISE NORD | | | |
| FALAISE en totalité | 7 | 21 | FALAISE |
| POTIGNY | 1 | 3 | POTIGNY |
| Autres communes du canton | 7 | 21 | FALAISE |
| CANTON DE FALAISE SUD (sauf ville de FALAISE) | | | |
| Toutes les communes du canton | 2 | 6 | FALAISE |
| CANTON DE MORTEAUX-COULIBOEUF | | | |
| Toutes les communes du canton | 4 | 12 | MORTEAUX COULIBOEUF |

| COMMUNES OU GROUPES DE COMMUNES (1) | Nbre de Jurés (2) | Nbre de noms à tirer au sort (Col. (2) X 3) (3) | Maire désigné pour effectuer le tirage au sort et dresser la liste préparatoire communale (4) |
|--|----------------------|--|---|
| CANTON DE OUISTREHAM | | | |
| BENOUVILLE | 2 | 6 | BENOUVILLE |
| BIEVILLE-BEUVILLE | 2 | 6 | BIEVILLE-BEUVILLE |
| BLAINVILLE-SUR-ORNE | 4 | 12 | BLAINVILLE SUR ORNE |
| COLLEVILLE-MONTGOMERY | 2 | 6 | COLLEVILLE MONTGOMERY |
| OUISTREHAM | 7 | 21 | OUISTREHAM |
| Autres communes du canton (Périers sur le Dan et St Aubin d'Arquenay) | 1 | 3 | OUISTREHAM |
| CANTON DE THURY-HARCOURT | | | |
| THURY-HARCOURT | 2 | 6 | THURY-HARCOURT |
| Autres communes du canton | 6 | 18 | THURY-HARCOURT |
| CANTON DE TILLY SUR SEULLES | | | |
| BRETTEVILLE-L'ORGUEILLEUSE | 2 | 6 | BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE |
| MOUEN | 1 | 3 | MOUEN |
| ROTS | 1 | 3 | ROTS |
| SAINT-MANVIEU-NORREY | 2 | 6 | SAINT MANVIEU NORREY |
| TILLY SUR SEULLES | 1 | 3 | TILLY SUR SEULLES |
| Autres communes du canton | 6 | 18 | TILLY SUR SEULLES |
| CANTON DE TROARN | | | |
| ARGENCES | 3 | 9 | ARGENCES |
| CAGNY | 1 | 3 | CAGNY |
| CUVERVILLE | 2 | 6 | CUVERVILLE |
| DEMOUVILLE | 3 | 9 | DEMOUVILLE |
| GIBERVILLE | 4 | 12 | GIBERVILLE |
| SANNERVILLE | 1 | 3 | SANNERVILLE |
| TROARN | 3 | 9 | TROARN |
| Autres communes du canton | 3 | 9 | TROARN |
| CANTON DE VILLERS BOCAGE | | | |
| VILLERS-BOCAGE | 2 | 6 | VILLERS BOCAGE |
| Autres communes du canton | 6 | 18 | VILLERS BOCAGE |
| TOTAL ARRONDISSEMENT DE CAEN | 323 | 969 | |
| CANTON DE BLANGY LE CHATEAU | | | |
| Toutes les communes du canton | 6 | 18 | BLANGY LE CHATEAU |
| CANTON DE CAMBREMER | | | |
| Toutes les communes du canton | 4 | 12 | CAMBREMER |
| CANTON DE DOZULE | | | |
| DIVES-SUR-MER | 5 | 15 | DIVES SUR MER |
| DOZULE | 1 | 3 | DOZULE |
| HOULGATE | 2 | 6 | HOULGATE |
| Autres communes du canton | 4 | 12 | DOZULE |
| CANTON DE HONFLEUR | | | |
| HONFLEUR | 6 | 18 | HONFLEUR |
| RIVIERE-SAINT-SAUVEUR (LA) | 2 | 6 | RIVIERE SAINT SAUVEUR |
| SAINT-GATIEN-DES-BOIS | 1 | 3 | SAINT GATIEN DES BOIS |
| Autres communes du canton | 4 | 12 | HONFLEUR |
| CANTON DE LISIEUX 1 ET 2 | | | |
| LISIEUX (ville) | 17 | 51 | LISIEUX |
| MOYAUX | 1 | 3 | MOYAUX |
| BEUVILLIERS | 1 | 3 | BEUVILLIERS |
| Autres communes du canton 1 et ST MARTIN DE LA LIEUE (canton Lisieux 2) | 6 | 18 | LISIEUX |

| CANTON DE LISIEUX 3 | | | |
|---|------------|-------------|-----------------------------|
| SAINT-DESIR | 2 | 6 | SAINT DESIR |
| Autres communes du canton (sauf ville de Lisieux) | 3 | 9 | LISIEUX |
| CANTON DE LIVAROT | | | |
| LIVAROT | 2 | 6 | LIVAROT |
| Autres communes du canton | 4 | 12 | LIVAROT |
| CANTON DE MEZIDON-CANON | | | |
| MEZIDON-CANON | 4 | 12 | MEZIDON CANON |
| Autres communes du canton | 5 | 15 | MEZIDON CANON |
| CANTON DE ORBEC | | | |
| ORBEC | 2 | 6 | ORBEC |
| Autres communes du canton | 5 | 15 | ORBEC |
| CANTON DE PONT L'EVEQUE | | | |
| PONT-L'EVEQUE | 3 | 9 | PONT L'EVEQUE |
| Autres communes du canton | 5 | 15 | PONT L'EVEQUE |
| CANTON DE SAINT PIERRE SUR DIVES | | | |
| OUDON (L') | 1 | 3 | L'OUDON |
| SAINT-PIERRE-SUR-DIVES | 3 | 9 | SAINT PIERRE SUR DIVES |
| Autres communes du canton | 2 | 6 | SAINT PIERRE SUR DIVES |
| CANTON DE TROUVILLE SUR MER | | | |
| BLONVILLE-SUR-MER | 1 | 3 | BLONVILLE SUR MER |
| DEAUVILLE | 3 | 9 | DEAUVILLE |
| TOUQUES | 3 | 9 | TOUQUES |
| TROUVILLE-SUR-MER | 4 | 12 | TROUVILLE SUR MER |
| VILLERS-SUR-MER | 2 | 6 | VILLERS SUR MER |
| Autres communes du canton | 3 | 9 | TROUVILLE SUR MER |
| TOTAL ARRONDISSEMENT DE LISIEUX | 117 | 351 | |
| CANTON DE AUNAY SUR ODON | | | |
| AUNAY-SUR-ODON | 2 | 6 | AUNAY SUR ODON |
| CAHAGNES | 1 | 3 | CAHAGNES |
| Autres communes du canton | 4 | 12 | AUNAY SUR ODON |
| CANTON DE BENY BOCAGE (LE) | | | |
| Toutes les communes du canton | 7 | 21 | BENY BOCAGE |
| CANTON DE CONDE SUR NOIREAU | | | |
| CONDE-SUR-NOIREAU | 4 | 12 | CONDE SUR NOIREAU |
| Autres communes du canton | 2 | 6 | CONDE SUR NOIREAU |
| CANTON DE SAINT SEVER | | | |
| SAINT-SEVER | 1 | 3 | SAINT SEVER |
| Autres communes du canton | 5 | 15 | SAINT SEVER |
| CANTON DE VASSY | | | |
| VASSY | 1 | 3 | VASSY |
| Autres communes du canton | 3 | 9 | VASSY |
| CANTON DE VIRE | | | |
| SAINT-GERMAIN-DE-TALLEVENDE-LA-LANDE-VAUMONT | 2 | 6 | SAINT GERMAIN DE TALLEVENDE |
| VAUDRY | 1 | 3 | VAUDRY |
| VIRE | 10 | 30 | VIRE |
| Autres communes du canton | 2 | 6 | VIRE |
| TOTAL ARRONDISSEMENT DE VIRE | 45 | 135 | |
| TOTAL DEPARTEMENT | 538 | 1614 | |

Article 2 : Au vu de la répartition fixée à l'article 1er, les maires des communes désignées dans la colonne 4 du tableau procéderont publiquement au tirage au sort, à partir de la liste électorale générale de la commune ou des listes électorales des communes regroupées, d'un nombre de noms triple de celui fixé à la colonne 2.

Lorsqu'il s'agira de communes regroupées, un premier tirage désignera la commune sur laquelle portera le tirage à effectuer.

Il sera procédé à ces opérations autant de fois qu'il y aura de jurés à désigner.

Pour les communes regroupées, le tirage au sort sera effectué en présence du maire ou d'un représentant des autres communes dûment mandaté par le maire.

Article 3 : Tous les noms tirés au sort devront être retenus à l'exception des cas suivants dans lesquels l'opération devra être recommencée :

- 1) le nom tiré a fait l'objet d'une radiation de la liste électorale,
- 2) l'électeur dont le nom est tiré n'a pas son domicile ou sa résidence principale dans le ressort de la Cour d'Assises, soit dans le département,
- 3) les personnes qui n'auront pas atteint l'âge de 23 ans au cours de l'année civile qui suit.

Article 4 : Le maire, désigné dans la colonne 4 du tableau figurant à l'article 1er, dressera pour sa commune ou pour le groupe de communes dont il est chargé, la liste, par ordre alphabétique, des noms tirés au sort dans les conditions prévues aux articles 2 et 3.

Cette liste sera dressée en deux exemplaires originaux, dont l'un sera déposé à la mairie lieu du tirage au sort, et l'autre transmis, avant le 15 juillet 2013, au secrétariat du greffe de la Cour d'Assises, place Gambetta - 14050 CAEN Cedex.

Le maire devra avertir les personnes qui ont été tirées au sort. Il leur demandera de lui préciser leur profession et de lui indiquer si elles ont exercé les fonctions de juré au cours des cinq années précédentes. Il les informera qu'elles ont la possibilité de demander, par lettre simple, avant le 1er septembre, au Président de la commission prévue à l'article 262 du Code de procédure pénale, le bénéfice des dispositions de l'article 258.

Le maire sera tenu d'informer le greffier en chef de la Cour d'Appel des inaptitudes légales résultant des articles 255, 256 et 257 du Code de procédure pénale qui, à sa connaissance, frapperaient les personnes portées sur la liste préparatoire.

Il pourra, en outre, présenter des observations sur le cas des personnes qui, pour des motifs graves, ne paraîtraient pas en mesure d'exercer les fonctions de jurés.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera transmise au Premier Président de la Cour d'Appel et au Procureur Général.

Fait à CAEN, le 20 MAR. 2013

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Olivier JACOB